



Plan de rigueur gouvernemental : Didier Ridoret, Président de la FFB : "la plus belle des ressources budgétaires, c'est l'impôt sur les sociétés"

vendredi 2 septembre 2011, par [lpe](#)

C'est dans le cadre de l'Université d'été du MEDEF à Jouy en Josas que nous avons rencontré Didier Ridoret, Président de la FFB (Fédération française du bâtiment) et ex-président de la FFB des Deux-Sèvres.

Suite à l'annonce du Gouvernement de nouvelles dispositions fiscales permettant de faire des économies budgétaires dans le cadre d'un plan de rigueur, le Président Ridoret ne cache pas ses craintes sur deux points principalement :

"Concernant les heures supplémentaires, leur intégration dans la base des allègements Fillon aura pour conséquence un effort financier supplémentaire pour les entreprises du BTP de 100 millions d'euros. Alors que le marché de la construction tend à repartir et que nombre d'entreprises dans notre secteur sont à 39 heures, ce sera un nouveau coup dur.



Second point : la taxation des plus values sur les transactions immobilières. Avant cette annonce, le principe était celui-ci : plus le propriétaire garde son bien, moins il est taxé. Nous avons proposé une taxation inverse : plus le propriétaire se séparait rapidement de son bien, plus il était allégé en taxes. Le Gouvernement ne nous a pas suivi sur ce point en décidant de taxer le propriétaire au premier jour, tant sur le bâti que sur le non bâti à un taux de 19% + 13,5% (prélèvements sociaux). A une période où les

promoteurs ont du mal à vendre, cette disposition risque d'entraîner un blocage du marché.

Aujourd'hui, nous travaillons avec les parlementaires sur ce danger. Nous sommes d'accord sur le principe d'une contribution supplémentaire mais pas avec une telle brutalité. Nous souhaiterions d'ailleurs une certaine stabilité dans ce domaine ; ces annonces ayant un effet néfaste sur la progression du marché.

La plus belle des ressources budgétaires, c'est l'impôt sur les sociétés, mais pour qu'il rapporte davantage, il faut de la croissance. Avec de telles dispositions, le danger est de bloquer la machine. Le Gouvernement me semble déterminé, mais devrait rester vigilant sur l'impact économique de telles mesures à court et moyen terme."

CR.